

Université et durabilité : vers une approche globale

Jean-Baptiste Meyer et Emmy Arts - IRD, UMR CEPED, Paris, France

28 octobre 2022

Mise en contexte

Dès le tournant du millénaire, l'Unesco a préparé la décennie de l'éducation pour le développement durable (2005-2015), débouchant entre autres sur les ODD entérinés en 2015. Celles qui ont suivi se caractérisent par une implication forte de l'organisation, à travers plusieurs travaux œuvrant à intégrer la plupart des 17 objectifs dans les stratégies éducatives. En 2022, un rapport d'experts indépendants et la conférence mondiale de l'enseignement supérieur (WHEC – *World Higher Education Conference*) tenue à Barcelone, constituent un véritable point de concrétion de ces initiatives.

La WHEC, une arène et une plateforme de la coopération globale en matière d'ESR

La conférence accueillait un public soigneusement sélectionné, selon leurs appartenances aux instances, avec un nombre limité de participants par pays, que ce soit en présentiel (2 500 participants) ou en virtuel (8 300 personnes connectées). Étaient présents des représentants de gouvernements (ministères), d'établissement de l'enseignement supérieur, d'instances nationales, européennes et internationales. Les étudiants étaient relativement peu représentés, en contraste avec des événements tel que le *Transforming Education Summit*, organisé en juillet et août 2022 par l'ONU, qui s'adressait prioritairement à eux. « Réinventer l'enseignement supérieur pour un avenir durable » était le thème général de la conférence, décliné en 10 axes : impact Covid, ODD, inclusion, qualité des programmes, mobilités académiques, gouvernance universitaire, financements, données, coopération internationale et futurs possibles de l'enseignement supérieur. Les Objectifs de Développement Durable constituaient le thème prioritaire affiché juste après le traitement de l'évènement « pandémie », en lien direct avec l'agenda de l'Unesco pour 2030. Puis, conformément à la devise « *leaving no one behind* », partout en exergue durant la rencontre, la thématique de l'inclusion venait ensuite, soulignant la dimension sociale de la durabilité.

Un rapport pour transformer l'éducation supérieure pour une durabilité globale

Document produit par un groupe de 14 experts indépendants, le rapport intitulé *Knowledge driven actions : transforming higher education for global sustainability* (<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380519>) - rédigé et diffusé uniquement en anglais - a pour objectif de transformer l'enseignement supérieur pour le mettre au service du développement durable. Il souligne la responsabilité des universités et l'opportunité pour elles de prendre un rôle directeur dans une telle dynamique. Il présente pourquoi et comment s'affranchir des découpages disciplinaires pour aborder les ODD, diversifier les modes de connaissance produits/enseignés et ouvrir la sphère académique à de multiples organisations sociétales. Il s'achève par des recommandations générales et spécifiques, concernant notamment les 3 pôles du triptyque universitaire : enseignement, recherche, diffusion/formation (*outreach*). Ce faisant, il préconise notamment le développement des enseignements sur la durabilité dans les *curricula*, l'établissement d'un fonds mondial dédié à la recherche et à l'enseignement sur les ODD, ainsi qu'une conférence annuelle sur ce thème. Le rapport revendique un principe de respect de l'accès universel à l'éducation en tant que droit humain fondamental. L'enseignement supérieur en fait partie, notamment comme support de la formation tout au long de la vie. A ce titre, ce rapport insiste sur ses dimensions individuelles et collectives : la notion d'équité mais aussi de diversité culturelle.

Des transformations radicales prenant une consistance nouvelle

En plaidant, sans surprise, pour une multi/inter/trans – disciplinarité au service de la durabilité, le rapport souligne qu'il s'agit d'intégrer les *Arts Social Sciences & Humanities* (ASSH) avec les sciences physiques, de la nature et de l'ingénierie/information. Or, les ASSH – le A associant les arts aux sciences sociales et humaines – sont invitées à développer des approches explicitement critiques, voire « transgressives », des notions ou conclusions issues des sciences « dures », loin d'un simple rôle d'instrument d'application à la société. En ouvrant l'université à la trans-épistémie pour inclure toutes sortes de savoirs, le rapport entend combattre la montée d'un obscurantisme populiste dans l'opinion publique mondiale. Pour mieux manipuler cette dernière, l'hermétisme normal de la démarche scientifique y est dénoncé comme un élitisme visant à mystifier la population pour maximiser des bénéfices privés.

Concrètement, la proposition de pluralisme épistémique que font les experts du rapport revendique la méthode du scepticisme organisé, chère à la science et à toute production rigoureuse de connaissances. L'objectif est d'appliquer un principe inclusif pour tous les savoirs susceptibles d'intégrer l'Université, mais sans verser dans un relativisme intellectuel – où toute prétention cognitive aurait une valeur identique- potentiellement destructeur de sens. Cette ouverture à la société implique la rupture avec certaines pratiques et tendances, traditionnelles ou actuelles, de l'*academia*. Son isolement parfois institutionnalisé mais aussi la précarisation des professionnels de l'Université, ainsi que les classements internationaux sur des critères de compétition immédiate, entrent manifestement en conflit avec les logiques de durabilité. Cette dernière doit devenir la référence cardinale d'une évaluation rigoureuse aux modalités diversifiées. Un système global de *benchmarking* aligné sur les ODD est conçu pour se substituer à celui des *rankings*.



Peter J. Wells, directeur enseignement supérieur à l'Unesco et Annelin Eriksen, vice-rectrice relations globales de l'université de Bergen, éditeurs du rapport et coordinateurs du groupe d'experts indépendants.

Les grands absents de cette dynamique

Le rapport et la discussion dont il a fait l'objet à la WHEC approfondissent la traduction concrète d'une approche *sustainability* de l'ESR au niveau mondial. Ils n'évitent pas le caractère politique de celle-ci en pointant le changement nécessaire de priorités du secteur et une prise de décision volontariste correspondante. Pourtant, un constat préoccupant émerge, tant du document que de sa publication lors de la conférence : la francophonie y est singulièrement effacée et les pays les moins avancés en sont quasiment absents ! Aucun des 14 experts mobilisés ne provient d'une institution qui en émane. Les pays émergents, anglophones, hispanophones et lusophones, participent activement, en revanche. Cet inventaire rejoint celui de l'analyse bibliométrique réalisée précédemment pointant un retrait notable de l'enseignement supérieur francophone dans ces grands débats (Meyer 2021). N'y-a-t-il pas un risque d'éloignement pour les instances académiques de nos pays sur cette thématique université-durabilité ? Quoiqu'il en soit, il y a certainement ici une fenêtre stratégique où intervenir pour combler ce vide naissant entre nous et la communauté internationale. On peut se réjouir de la prise de conscience récente de ce risque : le rapport Jouzel rendu en février 2022 préconise ce rapprochement et le conçoit en premier lieu à l'échelle européenne. Son extension au monde émergent et en développement n'est pas un moindre enjeu, auquel il nous appartient de répondre.

À retenir

La conférence mondiale de l'enseignement supérieur consolide une approche globale de ce secteur orientée sur la durabilité. Le rapport qui la sous-tend et l'actualise offre des perspectives de travail effectives pour développer concrètement des universités inclusives et trans-épistémiques. C'est une opportunité à saisir, notamment pour la communauté francophone encore trop absente de ces débats sur la scène internationale.